

Le mois

La crise du néolibéralisme et la faillite des gauches. Le cas français

MATTHIEU DE NANTEUIL

Pour comprendre la séquence politique qui vient de se jouer en France à l'issue de l'échec des socialistes aux élections municipales — le remplacement de Jean-Marc Ayrault par Manuel Valls et la composition d'un gouvernement « resserré », c'est-à-dire composé exclusivement de socialistes et de radicaux-socialistes —, puis aux élections européennes — un des pires scores obtenu par le Parti socialiste à ces élections, mais le meilleur réalisé par le Front national, sur fond d'abstention record —, il convient de faire un détour historique. Ce choix donne une indication de la façon dont les socialistes français, suivant en cela nombre de sociaux-démocrates européens, font face aujourd'hui à la crise du néolibéralisme, qui affecte l'ensemble des économies occidentales depuis près de cinq ans.

Crise du néolibéralisme ? Ne s'agit-il pas d'une crise systémique, de nature à la fois économique, financière, écologique ? Ne touche-t-elle pas les structures mêmes de notre système de production et de consommation, dont le néolibéralisme tenterait de dissimuler l'ampleur ? Sans aucun doute. Mais le propos de cet article est de souligner la concomitance de deux crises : celle du système economico-financier et celle du type de réponse que nos sociétés occidentales ont élaboré depuis la fin des années 1980. C'est en ce sens que l'on peut parler d'une crise du

néolibéralisme : la thèse que nous défendons ici est que la réponse néolibérale, que nos sociétés occidentales ont largement privilégiée depuis plusieurs décennies, se trouve discréditée par la crise même qu'elle prétend masquer. En ce sens, cette crise n'est pas seulement une crise du système de production et de consommation : elle est une crise de valeurs. Elle renvoie à l'épuisement d'un certain type de culture, celle qui pensait surmonter les difficultés passagères de la formation des richesses en considérant le chacun pour soi et le gain immédiat comme l'alpha et l'oméga des comportements sociaux. Il y aurait là, en théorie, un boulevard pour les gauches européennes, et la gauche française en particulier. Comment se fait-il que celle-ci soit incapable de s'y engouffrer ?

Le facteur déclenchant de cette crise aura été la faillite de Lehman Brothers à la fin de l'été 2008, mais celle-ci a ouvert la voie à une crise culturelle d'une tout autre ampleur : par ses effets en chaîne, elle a remis en cause une grande partie de la légitimité dont jouissait le type de capitalisme qui a émergé sur la scène mondiale après les Trente Glorieuses. Cela ne veut nullement dire que les effets de domination du modèle néolibéral soient derrière nous. À court terme, c'est même le contraire qui risque de se produire. Dans un contexte de crise aigu du modèle dominant, il est fort probable que l'on assiste à des stratégies de contrôle ou de domination redoublées de la part des acteurs qui ont explicitement intérêt à sa perpétuation. Mais cela signifie que la

croissance dans sa supériorité, voire son inévitabilité, est définitivement entamée.

L'autonomisation de la sphère financière vis-à-vis des activités industrielles, doublée de la mobilité croissante des capitaux à l'échelle du globe, du recul généralisé de l'État social et de l'impossibilité pour les citoyens d'exercer un contrôle démocratique sur le mode de production de la richesse, ont d'abord marqué la fin du capitalisme de régulation publique et son remplacement par le capitalisme de marché. Le mot d'ordre de ce dernier ? L'absence de règles contraignantes vis-à-vis des opérateurs de marché et la marchandisation de ces trois biens élémentaires que sont la monnaie (spéculations sur les cours monétaires et les dettes souveraines), le travail (flexibilisation du marché du travail) et la terre (spéculation sur les biens agricoles et impunité face aux déplacements forcés de population pour le rachat de surfaces exploitables). Autant d'éléments regroupés dans le « consensus de Washington ».

Éclatement du consensus culturel

Or on ne dit pas assez combien les bases culturelles de ce consensus ont volé en éclats — y compris au sein des élites libérales-conservatrices — depuis la fameuse crise de l'été 2008. Quels sont les signes de cet éclatement ? Citons-en trois.

D'abord la victoire paradoxale de l'écologie politique. Plus personne — aux climato-sceptiques près — ne conteste l'urgence d'une

mutation des modes de vie face au réchauffement climatique, dont les effets se font chaque année plus précis. Il y a désaccord profond sur les réponses politiques — pas ou peu sur le diagnostic.

Ensuite, l'évolution de certaines personnalités conservatrices, qui ont parfaitement saisi à quel point, poussé à l'extrême, le capitalisme de marché pouvait saper jusqu'aux fondements de l'ordre social. C'est ce qui explique que, en France, Alain Juppé connaisse un regain de popularité face à Nicolas Sarkozy, voire François Fillon. Au-delà des « affaires » (Bygmalion, etc.) qui secouent le principal parti de la droite française, le premier condamné récemment un programme de l'UMP centré exclusivement la diminution du coût du travail, l'augmentation de l'âge de la retraite et la liquidation des trente-cinq heures, solutions retenues au contraire par les deux autres. C'est — beaucoup plus fondamentalement — ce qui se joue aujourd'hui en Allemagne, où Angela Merkel confirme sa volonté de mettre en place un salaire minimum à l'échelle nationale : geste historique de la part des chrétiens-démocrates allemands, qui n'exclut ni des difficultés de mise en œuvre ni des tensions au sein de la coalition gouvernementale, mais qui montre à quel point ce symbole de la social-démocratie européenne a désormais « migré » vers le camp adverse, laissant celui-ci orphelin de l'un de ses acquis les plus importants.

Pour le dire autrement, il n'est pas impossible que les droites européennes, au moins celles que l'on qualifie habituellement de « républicaines » ou « démocrates », soient en train de prendre conscience des insuffisances de la réponse néolibérale pour leur propre électorat. Au-delà des conflits de personnalités, cela traduit un travail programmatique que les gauches n'ont pas encore entamé, du moins lorsqu'elles se cantonnent à la dénonciation du « monde de la finance » ou de l'« adversaire néolibéral » pour mieux masquer leur faiblesse idéologique.

1. Encore appelé « capitalisme fordiste », le « capitalisme de régulation publique » est centré sur l'équilibre entre production et consommation de masse, la stabilisation de la main-d'œuvre et la généralisation de systèmes redistributifs de protection sociale. En d'autres termes, il s'agit d'un capitalisme marqué par une forte intervention publique. Le capitalisme de marché, promu par les politiques libérales-conservatrices de l'ère Thatcher-Reagan, considère le marché — ou, plus exactement, les marchés — comme l'institution centrale de régulation des échanges économiques.

Troisième signe enfin, le regain de popularité de partis nationalistes ou régionalistes, eux-mêmes complémentaires de la poussée de l'extrême droite. Comme l'histoire le montre, ces partis fleurissent sur fond de crise sociale aiguë, à l'instar de ce que connaissent nombre de pays européens. Ils ont pour cible essentielle l'« Europe libre-échangiste », qu'ils veulent renverser au profit d'une politique identitaire, que celle-ci prenne la forme d'une revendication d'autonomie (le UKIP au Royaume-Uni, la N-VA en Belgique) ou d'une politique de rejet des étrangers, dans la ligne de l'extrême droite (le Vlaams Belang en Belgique, le FN en France). Là encore, il importe de souligner ce que cette évolution cache de divergences internes, comme en témoigne la mosaïque de groupes ou partis politiques situés à la droite du parti conservateur européen². On aurait de tort de croire à la formation d'un bloc d'extrême droite uni et homogène : le rejet de la matrice néolibérale par les partis de la droite radicale prend des colorations multiples selon les traditions et les enjeux politiques nationaux. À ce propos, la volonté de la Nouvelle alliance flamande (N-VA) de faire partie du groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE), avec les conservateurs britanniques, non de

celui des indépendantistes de Europe Libertés et Démocratie directe (ELDD, où siège le United Kingdom Independence Party) ni de l'Alliance libre européenne (ALE, qui regroupe la plupart des partis régionalistes ou indépendantistes), en dit long sur la volonté de ce parti de chercher toute que coûte une légitimité démocratique, en évitant d'être excessivement taxé de « nationaliste » ou d'être associé à la tradition raciste ou xénophobe de l'extrême droite. À nos yeux, cette stratégie n'est pas seulement une stratégie de conquête de pouvoir : elle traduit l'affaiblissement durable du socle électoral qui avait structuré la droite européenne autour du noyau néolibéral et la situation de profonde désorientation idéologique qui en résulte.

Articulées entre elles, ces trois tendances rappellent que les populations occidentales — et singulièrement les classes moyennes — ne veulent plus d'un « consensus néolibéral » qui est lourd de menaces écologiques, de fractures sociales et de déstabilisations identitaires. Le fondement culturel du consensus de Washington trouve ici ses limites, peut-être définitives. Tout le problème est de savoir ce qui doit y succéder. S'ouvre alors une nouvelle ère sur le plan de la conflictualité politique : l'un des enjeux majeurs de nos sociétés globalisées devient celui de la lutte pour le contrôle des référents politiques qui vont prendre le relais de cette crise — une crise que le célèbre anthropologue Karl Polanyi appelait la crise de l'« utopie du marché auto-régulateur ». Mais de cette lutte, il n'est pas sûr que les gauches européennes aient saisi l'enjeu. En France, la nomination de M. Valls atteste plutôt du contraire.

Les impasses de la gauche

À l'aube de la modernité, le libéralisme aura été une philosophie doublement révolutionnaire : vis-à-vis de l'absolutisme monarchique ou catholique, mais aussi vis-à-vis des modes de vie populaires, fondés sur l'enracinement dans un lieu, la stabilité des positions et des

relations sociales, la confiance dans le caractère inviolable — « sacré » en ce sens — de certaines données de base de la vie commune. Face à ce qui fut un véritable choc anthropologique, les familles conservatrices se sont approprié certains acquis du capitalisme libéral — en particulier le droit individuel de propriété et l'accumulation matérielle illimitée. Simultanément, elles ont cherché à imposer un régime d'ordre, en promouvant le colonialisme et en s'opposant à l'évolution des mœurs. L'autorité devait succéder à l'instabilité — y compris en faisant usage des armes sur le territoire national —, tout en accompagnant le processus de création de richesses généré par le capitalisme naissant. Si le communisme a tenté de s'opposer frontalement à l'ensemble de la tradition libérale, produisant les espérances et les tragédies que l'on sait, les gauches occidentales ont ouvert des voies de progrès à travers l'invention de l'État social et le soutien à l'émancipation des femmes. Mais elles ont fait preuve d'une grande ambiguïté en soutenant les mouvements anticolonialistes... tout en accréditant des pratiques coloniales.

À dater des années 1980, le consensus de Washington a semblé mettre un terme à cette séquence historique. Son affaiblissement culturel ouvre au contraire la voie à nouveaux positionnements. Pour la partie la plus éclairée de la famille libérale-conservatrice, l'idée est de soutenir le développement inégalitaire du capitalisme mondial, de préserver le noyau des droits fondamentaux issus du libéralisme politique et d'inventer des solutions techniques, voire technologiques, à la crise écologique. À cela s'ajoute la volonté de réaffirmer l'autorité des institutions traditionnelles (l'État, l'école, la famille, etc.), tout en les déclinant à l'heure du net et de l'individualisation des mœurs. D'où, par exemple, des positions différentes sur le plan des droits accordés aux minorités sexuelles. Qu'en est-il pour les gauches — la gauche française en particulier ?

Au sortir du second conflit mondial, elles peuvent se prévaloir de la déclaration de Philadelphie, de 1944 — qui entendait donner aux travailleurs un statut de citoyen à part entière et faire de la solidarité entre classes et générations une valeur inaliénable —, mais aussi de la plupart des acquis de la social-démocratie européenne — État social, revenu minimum, etc. À cela s'ajoute un intense travail de refondation culturelle, qui leur a permis de soutenir l'émancipation des femmes, l'innovation socioéconomique (économie solidaire, etc.) et la liberté des arts. Mais faute d'avoir su se renouveler, elles se sont transformées pour la plupart en partis d'élus — voire de notables —, entièrement acquis à l'idée que la conquête du pouvoir central ou régional devait désormais constituer le fondement de leur action. L'évolution récente du socialisme français est particulièrement illustrative de ce phénomène, mais elle n'est pas la seule.

C'est face à cette situation historique que la nomination d'un Premier ministre aussi controversé que Manuel Valls prend un relief particulier. Sa caractéristique principale ? Répondre aux « besoins d'autorité et d'efficacité » de la population française, pour synthétiser la plupart des communiqués officiels. Autrement dit, offrir une réponse politique de court terme, qui vise à restaurer l'autorité supposée perdue d'un gouvernement socialiste n'ayant pas encore su offrir de réponse crédible à la crise et améliorer l'efficacité d'une action gouvernementale censée, à son tour, devoir agir de façon plus resserrée. Mais à long terme ? En privilégiant la rationalité stratégique sur la reconstruction d'une culture politique adaptée à l'époque actuelle, en refusant de renouveler, même à minima, l'analyse des crises qui frappent aujourd'hui le continent européen, cette approche est grosse de risques majeurs. Trois domaines sont en effet largement occultés par le nouveau pouvoir : la justice dans le travail ; la définition de critères d'hospitalité vis-à-vis des populations étrangères, fondée sur l'ex-

2 En plus du Parti populaire européen (PPE), qui regroupe les droites traditionnelles européennes, on note l'existence du groupe Conservateurs et réformistes européens (CRE), où siègent les conservateurs britanniques de David Cameron et les membres de la Nieuw-Vlaams Alliantie (N-VA) de Bart De Wever ; du groupe Europe Libertés et Démocratie directe (ELDD), où siègent les indépendantistes du United Kingdom Independent Party (UKIP) ; de Nigel Farage, et de non-inscrits. Parmi ces derniers — qui ne disposent donc pas de groupe politique au Parlement européen —, figure le parti de l'Alliance européenne pour la liberté, qui inclut les députés du Front national (France) ou du Vlaams Belang (Belgique). Par ailleurs, le parti européen Alliance libre européenne (ALE) regroupe de nombreux partis régionalistes ou indépendantistes, comme le Scottish National Party. En 2014, cette structure s'est allié aux partis écologistes traditionnels pour former un groupe politique, le groupe des Verts/ALE, conçu comme un groupe de partis « verts et régionalistes ».

périence des associations ; la gestion de transition écologique sous une forme non technologique. Sur ces trois dossiers, les choix du couple Hollande-Valls sont on ne peut plus clairs. Ils ont été explicités par le discours de politique générale du Premier ministre.

Au-delà de la nécessaire réduction des déficits publics, on assiste à la généralisation d'une politique de lutte contre le chômage... au détriment d'une réflexion sur les mutations actuelles du travail salarié. Jamais, sous un gouvernement socialiste, le travail n'aura autant été assimilé à un coût. Jamais, la question du travail n'aura autant été occultée, au bénéfice d'une approche comptable de la « courbe du chômage ». Une telle approche a frappé d'interdit toute analyse critique du rôle du travail dans nos vies, mais aussi, ce qui demeure pourtant l'épine dorsale du socialisme, toute analyse des formes d'injustice dont il est porteur. Ces injustices sont en train de changer : elles ne se réduisent plus à un paradigme unique, celui de l'exploitation par exemple, et se combinent sous des modalités complexes (inégalités salariales hommes-femmes, burn-out, restructurations, etc.). Elles sont pourtant loin d'avoir disparu.

Sur l'immigration, la construction culturelle de bords émissaires (les « Roms ») va de pair avec une politique d'expulsion identique à celle du gouvernement Fillon³ et l'absence d'engagement sérieux en faveur des réfugiés syriens — comme pour les Tunisiens ou Égyptiens avant eux. Malgré une progression des régularisations, la « patrie des droits de l'homme » est incapable de s'appuyer sur la richesse de son réseau associatif (Commission consultative des droits de l'homme, Réseau éducation sans frontières, etc.) pour redéfinir des critères d'hospitalité des populations qui fuient aujourd'hui la violence ou la famine.

Sur la transition écologique enfin, le refus d'une alliance gouvernementale avec l'écologie politique rend très hypothétique le succès d'une politique de gauche en la matière. Plus largement, on découvre une tradition politique qui ne parvient plus articuler sa pratique du pouvoir avec le vaste champ d'expérimentations alternatives qui, jadis, nourrissaient ses idées et, demain, s'avèreraient capables de donner une assise pratique à ses projets. Que serait aujourd'hui, l'équivalent de ce que fut l'idéal auto-gestionnaire dans les années 1970 ? Quelle assise politique donner à des projets d'innovation qui cherchent à s'adresser aux différentes parties prenantes de l'entreprise, récusent le diktat du profit immédiat pour valoriser les actifs immatériels et affirment l'importance d'une économie régénérative ? C'est d'ailleurs sur ce point que l'on attendrait de la part de la gauche française de nouvelles alliances entre socialistes et écologistes : faute d'apporter des réponses créatives aux formes d'injustice dans le travail, le projet écologique risque de ne s'adresser qu'à une frange limitée du salariat — sans parler des exclus du marché du travail — et de ne disposer d'aucune base populaire durable ; faute de s'ouvrir à une critique du consumérisme et du productivisme, le socialisme risque de scier perpétuellement la branche sur laquelle il est assis, qui consiste à lutter contre les injustices sociales au détriment de la préservation des ressources naturelles et de la « durabilité » de sa base matérielle.

Quel horizon d'innovation la gauche de gouvernement offre-t-elle aujourd'hui aux classes moyennes et populaires et, plus largement, à des sociétés rivées sur le court terme ? La crise du néolibéralisme n'est-elle pas d'abord une crise culturelle, celle d'un individu coupé de ses bases collectives et privé d'une inscription dans la longue durée ? Pourquoi le gouvernement français n'est-il pas en mesure de proposer un horizon qui soit à la fois conforme à sa tradition (le travail n'est pas l'emploi : il réclame une politique spécifique ;

l'hospitalité est une valeur prioritaire : elle exige une politique rigoureuse fondée sur le savoir-faire associatif) et adaptée aux enjeux d'aujourd'hui (l'affaiblissement de la base matérielle du système productif appelle une modification progressive de nos modes de vie). Faute d'affronter ces questions, la gauche française risque d'entrer dans un cycle de marginalisation sans précédent. C'est une analyse du rôle historique de la gauche face aux défis contemporains dont nous avons besoin. Malgré son machiavélisme, c'était le sens de la politique mitterrandienne — à la fois sa faiblesse et son génie. En France, mais aussi plus largement en Europe, les gauches sont-elles aujourd'hui capables de se hisser à la hauteur de l'Histoire ? ■

Juillet 2014

3 Voir le rapport de la Ligue des droits de l'homme du 5 janvier 2014, intitulé « Recensement des évacuations forcées de lieux de vie occupés par des Roms étrangers en France ».